

La Suisse face au Monde arabe

Point de vue de
Micheline Calmy Rey



Médias et Al Qaida

Les relations dangereuses



Portrait

Zalmay Khalilzad

Un diplomate au chevet de l'Irak



Zoom

Bandar ben Sultan

Le prince qui démissionne



SPECIAL EUROMED

Démocratie et intégration économique



MEDIAS ARABES

Les réseaux d'Al Jazeera



Edito

Victoria Curzon Price
Présidente du Cermam

Professeur d'économie politique à l'Université de Genève



DIALOGUE...

Peut-on combattre la surdité réciproque ?

La Lettre du CERMAM aura dès à présent une version en langue arabe. Notre idée n'est pas de faire une traduction directe de la lettre en français pour les lecteurs arabophones, mais plutôt de « faire passer des messages ». Nous nous sommes donné pour objectif de renforcer la communication entre l'Europe et le monde méditerranéen. Or l'un des obstacles à ce dialogue est d'ordre linguistique : les Européens ne savent tout simplement pas ce qui se dit à leur sujet, ni ce qui se passe de réellement intéressant dans le monde arabe, et c'est l'objectif de la Lettre du CERMAM de combler, un tout petit peu, cette lacune. Mais l'inverse est également vrai. La communication est bidirectionnelle. La Lettre du CERMAM en langue française est destinée aux européens – les arabophones savent déjà ce qui y est dit. Il ne servirait à rien de la traduire mot pour mot. La Lettre du CERMAM en langue arabe doit avoir un contenu différent de La Lettre en français.

Que disent les médias européens du monde arabe ? Que sait celui-ci de l'évolution de l'opinion européenne à son égard ? Les deux cultures se développent en s'ignorant l'une l'autre. Et c'est potentiellement catastrophique, comme cela a été démontré par l'irruption du terrorisme à Londres en juillet 2005. Ce ne sera probablement pas le dernier événement de ce genre, et il provoque déjà en Europe une grave recrudescence des sentiments anti-musulmans et de la méfiance à l'égard de la culture islamique.

Par exemple, dans l'intérêt de la population arabo-musulmane en Europe, et des relations euro-méditerranéennes en général, trois choses au moins sont devenues urgentes :

- 1) Il faut que les Arabes dans les pays arabes disent clairement qu'ils condamnent les extrémistes qui tuent au nom de l'Islam ;
- 2) Il faut que des personnes possédant l'autorité religieuse requise nous expliquent, à nous Européens, dans quels cas le Coran condamne le terrorisme, et dans quels cas il l'admet ;
- 3) Il faut que ces mêmes personnes expliquent à leurs propres concitoyens, et à la population musulmane en Europe, pourquoi le terrorisme est un crime aux yeux de l'Islam.

Mais comment faire passer ce message ? Ma foi, grâce au CERMAM... ■

La Suisse face au Monde arabe

Micheline Calmy-Rey

Conseillère fédérale, chargée du Département fédéral des Affaires étrangères



Les facteurs de confrontation entre l'Orient et l'Occident sont traditionnellement nombreux. Ils puisent leurs racines loin dans l'histoire. Aujourd'hui, ils s'alimentent de forts ressentiments, liés en particulier aux événements d'Irak et du Proche-Orient. S'y ajoutent le fossé économique qui ne cesse de se creuser entre la plupart des pays du sud et de l'est de la Méditerranée et ceux du nord, ou encore la modernité qui est ressentie comme une forme d'agression de type néocolonialiste. Tout cela entretient un climat de rancœurs explosif, qui nourrit la fibre du « terrorisme ».

Face à cette situation, la nécessité d'instaurer un dialogue équitable et sérieux entre les deux rives, occidentale et méridionale, de la Méditerranée est devenue urgente.

suite page 2

Sommaire

A lire dans ce numéro

Regards croisés

2

La Suisse face au Monde arabe

Actualité / Entretien

3

La coopération entre la Suisse et le Monde arabe

Prince Turki al-Fayçal

Un agent secret à Washington

Portrait

4

Zalmay Khalilzad

Un diplomate au chevet de l'Irak

Zoom

4

Bandar ben Soltane

Le prince qui démissionne

Actualité / Point de vue

6

Al Qaida et les médias

Egypte : entre tourisme et terrorisme

Kiosque

7

Un réseau lent : le chemin de Compostelle

Marque-pages

7

Mort du roi Fahd : quand l'Espagne prend le deuil

A Suivre

8

Al Jazeera : la puissance des réseaux

Actualité

[Regards croisés]

Il s'agit notamment de soutenir, partout où ils se manifestent, les courants favorables à la promotion de la démocratie et du pluralisme politique. Il s'agit également de mieux intégrer les musulmans dans les pays occidentaux, sans toutefois transiger sur les principes fondamentaux de nos sociétés. Telles sont les quelques tâches auxquelles notre pays doit s'atteler, car celles-ci servent nos intérêts, non seulement dans le sens de la construction d'un monde plus stable, mais aussi pour mieux relever sur notre propre sol le défi de l'intégration des communautés immigrées.

La nécessité d'instaurer un dialogue équitable et sérieux entre les deux rives, occidentale et méridionale, de la Méditerranée est devenue urgente

La Suisse n'est pas partie au «processus de Barcelone» et sera donc absente des festivités qui marqueront ses dix ans d'existence en novembre prochain. En effet, ce partenariat n'est réservé qu'au pays membres de l'Union Européenne ainsi qu'à leurs douze partenaires méditerranéens. Nous nous trouvons toutefois dans une relation d'interdépendance étroite avec les pays du Maghreb et du Proche-Orient pour des motifs de proximité géographique, mais aussi en raison de facteurs économiques, politiques ou encore humains. En marge de l'Union Européenne, nous devons donc développer avec cette partie du monde une stratégie qui soit distincte et non moins active.

Nous considérons le Maghreb et Machrek comme des axes prioritaires de notre politique étrangère

Notre engagement dans le monde arabe est important. Bien que focalisée sur les questions d'actualité au Proche-Orient et en Irak, notre approche se veut globale, prenant en compte l'ensemble de l'espace Maghreb / Machrek, que nous considérons d'ailleurs comme l'un des axes prioritaires de notre politique étrangère.

Sur le plan multilatéral, nous sommes actifs au sein de nombreuses organisations internationales travaillant à la promotion de la paix ainsi que du droit international, en premier lieu aux Nations Unies. A l'OSCE, dans le cadre des réunions à Vienne du «groupe de contact», nous entretenons également un dialogue avec les six partenaires méditerranéens que sont l'Algérie, l'Egypte, Israël, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie. Sur le plan bilatéral, nous bénéficions de rapports ouverts avec la plupart des acteurs de l'espace méditerranéen. Ceux-ci nous donnent l'occasion d'affirmer notre présence, en particulier dans les domaines où nos compétences sont reconnues (aide au développement, maintien de la paix et respect des droits de l'homme).

Nous disposons d'une image positive dans des domaines aussi divers que l'éducation, la science, le dialogue interculturel ou encore l'aide humanitaire.

Sur le plan économique, notre poids n'est pas moins important, puisque nos relations commerciales avec le bassin méditerranéen sont analogues – toutes proportions gardées – à celles de l'UE : le montant de nos exportations s'est ainsi chiffré pour l'année 2004 à 4,1 milliards de francs suisses, contre 2,2 milliards pour nos importations. Nous avons par ailleurs conclu des accords de libre-échange avec un nombre important des pays de la région. Nous disposons enfin d'une image positive dans des domaines aussi divers que l'éducation, la science, le dialogue interculturel ou encore l'aide humanitaire.

Pour aider à réduire le fossé entre l'Orient et l'Occident, la Suisse peut et doit fournir sa part d'effort.

Notre diplomatie s'applique à intensifier les contacts et les échanges à l'étranger, en particulier avec les pays méditerranéens du sud et de l'est. Cela va clairement dans le sens de ses intérêts, mais aussi dans celui de ses responsabilités internationales. ■

Coopération Suisse Monde arabe, pour un partenariat participatif

Walter Fust

L'Ambassadeur Walter Fust est chef de la Direction du développement et de la coopération (DDC) au Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) à Berne depuis 1993. Diplômé en sciences politiques de l'Université de Saint-Gall, M. Fust a dirigé la section économique de l'ambassade suisse à Bagdad, avant de devenir le chef de l'Office suisse de l'expansion commerciale.



> En quoi les pays arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord présentent-ils un intérêt pour les activités de la Direction du développement et de la coopération (DDC) ? Quelle est l'urgence sur place et où se manifeste-t-elle précisément ?

Sur la base du Rapport de politique étrangère, réalisé par le Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), la DDC donne la priorité aux «Territoires palestiniens», et est active au Mashrek (principalement en Jordanie, au Liban et en Syrie) et au Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) par la mise en œuvre de programmes à portée régionale.

> Au Moyen-Orient, la coopération et l'aide au développement suisses semblent concentrées sur la Palestine et sur les besoins des réfugiés palestiniens : est-ce exact ? Quel est le nombre des fonctionnaires suisses sur le terrain et à quelles activités participent-ils ?

Suite aux accords d'Oslo et après décision du Conseil fédéral, la DDC a lancé en 1994 un programme dans les Territoires palestiniens, qui vise principalement à contribuer à l'établissement de la paix dans la région. Depuis 1948, la Suisse œuvre, au moyen de l'aide humanitaire, à améliorer le sort des réfugiés de Palestine et, depuis 1950, elle participe au programme UNRWA, destiné à tous les réfugiés palestiniens. En parallèle, la DDC mène depuis 2003 un programme régional au Mashrek axé sur l'appui aux processus de réforme entamés par les gouvernements (qui en ont fait la demande à la Suisse) et à diverses initiatives nationales et régionales touchant à l'environnement, notamment à la gestion des ressources naturelles. Sur place,

Actualité

[Entretien]

le personnel de la DDC est peu nombreux (5 personnes au total pour les pays du Mashrek) au vu de la bonne qualité des capacités locales.

> La DDC participe à un vaste réseau de programmes d'aide et collabore régulièrement avec d'autres organisations pour coordonner des opérations sur le terrain. Comment l'Agence s'insère-t-elle dans ce réseau ?

Les programmes sont mis en œuvre en partenariat direct avec les autorités et la société civile des pays partenaires, ou par le biais d'organisations multilatérales, notamment l'UNRWA, dans laquelle la Suisse tient une position de leader dans le domaine du «policy dialogue» et dans le processus de réforme mené par cette organisation.

> Quels sont les programmes spécifiques de la DDC pour l'Afrique du Nord ?

Au Maghreb, en répondant positivement aux diverses demandes en matière de formation, la DDC est active dans des domaines où les bailleurs de fonds traditionnels (UE, France) sont moins présents, comme le soutien aux réformes institutionnelles étatiques et privées. L'environnement, notamment la gestion des déchets, ainsi que la préparation aux catastrophes, constituent aussi des domaines d'activité prioritaires.

> Dans quelle mesure la DDC est-elle influencée par la politique, qu'elle soit suisse ou locale ? Vos efforts sont-ils parfois entravés en raison de ce facteur ?

Comme tout office fédéral, la DDC est redevable envers les citoyennes et citoyens suisses. En tant qu'organe du DFAE, elle exécute une partie de la politique étrangère de la Suisse. En outre, la Suisse jouit, dans les pays du Mashrek et du Maghreb, d'une excellente réputation, fondée sur sa neutralité, son indépendance politique, son attachement aux valeurs des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et la confiance qu'elle inspire.

> Jusqu'à quel point les programmes d'aide suisses ont-ils un impact direct sur la société locale ?

La DDC travaille par principe de manière participative et transparente, et c'est conjointement avec ses partenaires – autorités nationales et locales, société civile, secteur privé, universités, ONGs locales – qu'elle élabore

les programmes et projets menés à bien. Le caractère participatif du partenariat est une condition essentielle pour toucher la population locale et assurer la viabilité des projets qui sont régulièrement évalués.

Propos recueillis par Chiara Sulmoni ■

Prince Turki al-Fayçal

Un agent secret des Saoud à Washington

Hasni ABIDI



Le fils de l'ancien roi Fayçal et frère du ministre des Affaires étrangères Saoud al-Fayçal a été nommé ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington.

Une belle promotion pour un homme cité parmi les disgraciés du 11 Septembre.

Le prince Fayçal a dirigé les services de renseignements saoudiens de 1977 à 2001. Dans ce domaine, une telle longévité est une belle performance. Pendant cette période, en étroite collaboration avec les Etats-Unis et le Pakistan, il a dirigé la mise en place, pour combattre les Soviétiques en Afghanistan, de groupes de volontaires arabes, parmi lesquels Oussama ben Laden. A la fin des années 1990, s'étant rendu compte de la menace que représentait ce dernier pour le régime saoudien, Turki al-Fayçal a demandé en vain son extradition aux talibans. Selon certains, cet échec aurait amené son discrédit et l'aurait conduit à démissionner en août 2001. Turki al-Fayçal est perçu par les observateurs arabes comme le véritable parrain de Ben Laden. Depuis son départ des services de renseignements, il était ambassadeur du Royaume à Londres. En deux ans, il est devenu, avec Adel Jabir, l'un des visages d'une diplomatie saoudienne sous pression

Le CERMAM dans les médias

Radio Chaîne 3

Elections iraniennes - 17 juin 2005

Radio Télévision Iranienne

Elections iraniennes - 8 juin 2005

Radio Suisse Romande

Réunion de Bruxelles sur l'Iraq
22 juin 2005

Télévision Algérienne

Sahara occidental - 21 juin 2005

Abu Dhabi TV

Constitution européenne
23 juin 2005

Radio Suisse Romande

Elections iraniennes - 26 juin 2005

Radio Algérienne

Elections iraniennes - 26 juin 2005

AFP

Victoire de Mahmoud Ahmadinejad
et monde arabe - 26 juin 2005

Radio Orient

Congrès de l'opposition libyenne à
Londres - 27 juin 2005

24 Heures

«Ne vous mêlez pas de nos affaires»
4 juillet 2005

Le Temps

«Effervescence autour de
l'aggravation de l'état de santé du
roi Fahd» - 6 juillet 2005

Le Temps

La violence terroriste impose une
nouvelle approche aux medias
9 juillet 2005

Zoom

Prince Bandar ben Sultan ben Abdul Aziz al-Saoud Le prince qui démissionne

Halla Al Najjar



Avant de remettre sa démission fin juillet 2005 au roi Fahd « pour raisons personnelles », le prince Bandar était ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington depuis 1983 et, à ce titre, doyen du corps diplomatique aux Etats-Unis. Né à Taïf en 1949, il est le fils du prince Sultan ben Abdul Aziz, Vice-premier ministre, ministre de la Défense et de l'Aviation. Il est marié à la princesse Haïfa ben Fayçal. Après avoir suivi une formation d'aviateur et reçu en 1968 son diplôme du British Royal Air Force College à Cranwell (Royaume-Uni), il devient pilote de combat et second lieutenant dans les Forces aériennes d'Arabie Saoudite. Pendant les 17 années qu'il passe au service de l'armée, il parvient au grade de lieutenant-colonel et commande des escadrons de combat. Il poursuit ses études dans plusieurs écoles militaires américaines et obtient un Master en politique internationale à l'Université John Hopkins à Washington en 1980. En 1982, il est nommé attaché militaire du Royaume auprès des Etats-Unis, après avoir participé, à la fin des années 1970 et au début des années 80, aux négociations menées avec l'Administration américaine et le Congrès au sujet de la vente d'avions militaires et de missiles à l'Arabie Saoudite.

En 1995, il est promu au rang de Ministre. Depuis le 11 septembre 2001, le prince Bandar fait l'objet de controverses et d'allégations largement médiatisées. D'après l'ouvrage *Plan of Attack* de Bob Woodward, il a été informé avant même Colin Powell de la décision de George Bush d'envahir l'Irak. Ce livre poursuit en affirmant qu'un accord a été conclu entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite pour que les prix du pétrole baissent juste avant les élections américaines de novembre 2004. Les liens étroits que le prince Bandar entretient avec la famille Bush ont été décrits par Craig Unger dans *House of Bush, House of Saud*. A l'occasion de sa démission, Washington lui a rendu hommage. Certains observateurs voient dans ce départ son in-

tention de jouer un rôle actif dans la vie politique saoudienne de l'après-Fahd, en mettant à profit son expérience diplomatique. Le prince Bandar a été remplacé par son cousin le prince Turki al-Fayçal, ancien ambassadeur d'Arabie Saoudite au Royaume-Uni. ■

Portrait

Zalmay Khalilzad Un diplomate musulman au chevet de l'Irak

Halla Al Najjar



Originaire d'Afghanistan, naturalisé américain en 1984, Khalilzad a été nommé, en mars 2005, nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Irak. Les médias le présentent comme le plus haut responsable musulman à servir dans l'administration Bush. Cependant, son engagement et son activité politiques sont bien antérieurs à la présidence de George Bush junior. Le *New York Times* le décrit comme « le protégé du Vice-président Dick Cheney et de l'ancien Secrétaire adjoint à la défense Paul Wolfowitz, bien avant que Bush n'arrive au pouvoir. »

Il a servi au Département d'Etat, sous Reagan et Bush senior, comme assistant spécial du Président pour la région Asie-Proche-Orient-Afrique du Nord. De 1985 à 1999, il a occupé, toujours au Département d'Etat, le poste de conseiller principal pour la guerre soviétique en Afghanistan et la guerre Iran-Irak. De 1991 à 1992, il a été responsable à la planification des politiques au Département de la Défense. Il a par ailleurs été le conseiller du Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. De 2003 à 2005, il a exercé les fonctions d'ambassadeur des Etats-Unis en Afghanistan.

Il a étudié à l'Université américaine de Beyrouth et à l'Université de Chicago. Son engagement auprès des néoconservateurs américains commence très tôt, notamment à Chicago où il étudie sous la direction immédiate du penseur stratégique Albert Wohlstetter, mentor de Paul Wolfowitz. Il est également membre du projet néoconserva-

teur, Project for the New American Century (PNAC), et est l'un des signataires de la lettre adressée en 1998 au président Clinton pour appeler à une attaque militaire contre Saddam Hussein. Khalilzad a été conseiller auprès du géant pétrolier Unocal à l'époque du régime des talibans en Afghanistan.

Entre 1993 et 1999, il a dirigé le programme « Stratégie, doctrine et force » du projet de force aérienne de la Rand Corporation, un think tank conservateur chargé des questions de défense et de sécurité. Alors qu'il travaillait pour la Rand, il a fondé le Centre d'études sur le Moyen Orient. Par ailleurs, il a enseigné la science politique à l'Université de Californie à San Diego et à l'Université Columbia.

Ses détracteurs le critiquent pour avoir soutenu le régime des talibans avant le 11 septembre et pour avoir appelé les Etats-Unis à s'associer à ce régime. En outre, le *Los Angeles Times* affirme qu'en septembre 2004 il aurait tenté d'influencer les élections afghanes pour s'assurer de la victoire du candidat pro-américain Hamid Karzai. ■

Actualité

[Spécial Euromed]

SPÉCIAL 10^{ème} Anniversaire du processus de Barcelone EUROMED

Démocratie et intégration économique:
approches comparées des processus d'intégration européen et arabe

Impacts et enseignements

Ali Benouari

Ancien ministre algérien du Trésor. Diplômé en Sciences politiques et économiques, Consultant international. Président d'Ecofinance Genève.



La réussite de l'intégration européenne et les impacts très forts attendus de l'application de la Convention de Barcelone signée en novembre 1995 et qui prévoyait à l'horizon 2010 la création d'une vaste zone de libre-échange avec 13 pays du sud de la Méditerranée (dont 11 pays arabes) créent une situation sans précédent, qui met en demeure les pays arabes de relancer, sur des bases nouvelles, l'ensemble de leur processus d'intégration. S'ils échouent dans la mise en place de leur propre zone de libre échange et de leur Union douanière, ces pays se retrouveront durablement satellisés par leur voisin du Nord.

Les avantages attendus de la zone de libre-échange qui leur est proposée individuellement par l'Union européenne se retourneront contre eux.

La relance du processus arabe d'intégration est intimement liée aux progrès en matière d'ouverture démocratique

Sans compter qu'en face de la monnaie unique européenne, il y a une constellation de monnaies dont le régime va du rattachement au dollar (les six pays du Golfe), au flottement dirigé (les autres pays, sauf le Liban dont la monnaie flotte librement).

Ces échecs répétés de l'intégration arabe s'expliquent à notre avis par la défiance que les régimes arabes nourrissent entre eux, et qui n'a d'égal que celle qu'ils nourrissent à l'égard de leurs propres sociétés.

La relance du processus arabe d'intégration nous paraît donc intimement liée aux progrès qui seront enregistrés en matière d'ouverture démocratique.

Pour une Union des pays sud-méditerranéens fécondée par « l'esprit de Barcelone » et irriguée par les valeurs démocratiques

D'un autre côté, il nous semble impératif de sortir de ce qu'il est bien convenu d'appeler le piège de l'intégration arabe, en reformulant le concept lui-même, c'est-à-dire en le « désethnicisant ». Pour cela, nous sommes d'avis de le recentrer autour du concept de Méditerranée du Sud. Ce recentrage aura pour avantage d'intégrer à la fois les pays arabes, riverains directs ou non de la Méditerranée, mais aussi des pays comme la



Turquie et Israël qui seront, avec leur expérience démocratique et leur apport technique, scientifique et économique, d'un atout stratégique considérable. On parlera alors de l'Union des pays sud-méditerranéens, un ensemble à cheval sur trois continents. Fécondée par la même mer et par « l'esprit de Barcelone », cette Union sera irriguée par les valeurs démocratiques qui font défaut au monde arabe. L'ensemble s'étendra sur près de 13 millions de km² et comptera près de 400 millions d'habitants. Son potentiel économique sera augmenté en conséquence. Sa viabilité sera d'autant mieux assurée qu'il sera fondé sur l'intérêt commun et non sur les sentiments, ce qui exclut les rivalités de clocher et de leadership, ainsi que les faux

problèmes religieux qui imprègnent le bloc arabe.

Sur un autre plan, le nouvel ensemble euro-méditerranéen pourrait offrir une alternative à l'adhésion controversée de la Turquie à l'UE, en faisant de la Turquie méditerranéenne le trait d'union entre les deux rives. Il pourrait aussi aider à décrire les relations d'Israël avec le monde arabe et réconcilier définitivement palestiniens et israéliens, conscients qu'ils seront de partager non un petit territoire, mais un grand destin commun. Le poids stratégique de ce nouvel ensemble, qui cherchera probablement à définir avec l'Europe des approches communes en matière de coopération et de sécurité régionales, et peut-être même en matière de politique étrangère, fera certainement plus pour la paix que les solidarités ethnico-religieuses qui, hélas, n'ont jamais servi, depuis les croisades passées et récentes, qu'à aggraver les tensions.

Plaider pour un ensemble basé sur les intérêts communs et non sur les sentiments

Enfin, osons rêver et parier qu'une telle approche est également, de par son impact sur la résolution des tensions israélo-arabes et sur l'extension des valeurs démocratiques à l'ensemble des pays de la région, de nature à dissiper les malentendus et les hostilités à l'origine du « choc des civilisations » provoqué par l'intégrisme religieux et ses terribles conséquences pour la paix dans le monde.

Cette approche pourrait même déboucher, à terme, sur l'organisation d'un bloc euro-méditerranéen qui irait au-delà de la zone de libre-échange envisagée. Avec un potentiel géostratégique, économique, humain (près d'un milliard d'habitants), énergétique et scientifique à nul autre pareil, il pourra rivaliser avec n'importe lequel des autres grands blocs régionaux. ■

Point de vue

Médias et Al-Qaïda, les liaisons dangereuses

Samy Linden

Journaliste spécialiste du monde arabe

La presse britannique (notamment les tabloïds) a enregistré une hausse significative de ses ventes après les attentats de Londres en juillet. Celle du *Evening Standard*, le grand quotidien londonien du soir, a été la plus spectaculaire, avec +12% en juillet, selon l'Audit Bureau of Circulation. Loin d'être circonscrite à la seule Grande-Bretagne, cette tendance est générale. Les ventes des quotidiens, tout comme les audiences télé ou radio, connaissent de brusques poussées de fièvre après des événements de ce type, alors qu'en période de calme, l'actualité internationale n'est pas ce qui fait vendre, de l'aveu des intéressés.

Pour légitime et attendu qu'il soit (besoin de comprendre), ce phénomène n'en suscite pas moins un sentiment de malaise. Car la presse écrite européenne, à de rares exceptions près, se porte mal du point de vue économique. Et l'on peut se demander jusqu'à quel point les attentats islamistes et, au-delà, le phénomène Al-Qaïda, ne constituent pas une aubaine pour des médias en mal d'audience. Bien évidemment, aucun responsable concerné n'oserait pareil aveu. Mais les faits sont là: Al-Qaïda, qu'il soit ou non à l'origine plus ou moins directe des attentats commis de par le monde, jouit de facto d'une couverture médiatique à faire pâlir de jalousie n'importe quel spécialiste du marketing et de la communication. C'est ce qu'il recherche, tous les spécialistes le savent. Mais cela n'a pratiquement aucune incidence sur cette couverture. Rares en effet sont les médias, à l'instar de la chaîne de télé BBC World le jour des attentats de Londres, pour lui contester cette

visibilité qu'il recherche dans un contexte de guerre qui est aussi une guerre de l'image.

On peut même se demander jusqu'à quel point certains médias occidentaux ne se sont pas transformés, à leur insu, en alliés objectifs de la mouvance Ben Laden, dont la toute puissance est présentée comme vérité d'Évangile. «Londres sous les bombes», titrait ainsi un quotidien français, «Le nouveau blitz de Londres», titrait de son côté un hebdomadaire, deux allusions explicites aux bombes nazies qui ravagèrent la capitale britannique pendant la Seconde guerre mondiale. Quatre engins explosifs, aussi meurtriers soient-ils, mis sur le même pied que les milliers de bombes larguées sur Londres? Al-Qaïda-nazisme, même combat? À écouter le discours dominant dont ces titres sont le reflet le plus caricatural, l'islamisme radical serait en constante progression. À l'inverse, l'idée selon laquelle il demeure au contraire cantonné à une infime poignée d'activistes désavoués par l'immense majorité de leurs coreligionnaires n'a pas la cote.



Manifestation contre les attentats de Londres
N. de Lavergne

Il instaure même une sorte de tribalisme d'État et déclare officiellement le parti Baas comme la «tribu de toutes les tribus». Cette politique, que certains observateurs appellent néo-tribalisme s'est renforcée à partir des années 1990 et a eu pour conséquence, entre autres, de renforcer le pouvoir et le rôle des tribus en Irak et de diviser plus encore la société irakienne. ■

Le Prince Nayef: tout sauf les réformes

Stéphane Iacox

Doctorant à l'Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences-Po), et spécialiste des mouvements intellectuels et politiques en Arabie Saoudite.

Le désir de réformes n'est pas partagé par une partie influente de la fratrie d'Abdallah, menée par le prince Nayef, qui semble ne voir aucune raison de changer la formule politique en place. Alors que les partisans du changement avaient tiré profit de l'après-11 septembre et des arguments fournis par les attentats terroristes perpétrés sur le territoire saoudien à partir de mai 2003, la reprise en main de la situation sécuritaire par le ministère de l'Intérieur – qui est justement le fief du prince Nayef – à partir du début de l'année 2004, a considérablement renforcé la légitimité des conservateurs au sein de la famille royale. ■

Cette guerre des images pose un problème de fond: vouloir contenir cette visibilité médiatique qui profite tant à Al-Qaïda, c'est prendre le risque de l'auto-censure et d'une remise en cause fondamentale de la liberté d'information. Sans en arriver là, il serait toutefois temps que la presse occidentale, dans son ensemble, s'interroge sur le bien-fondé de certains de ses réflexes et sur le caractère ambivalent des relations qu'elle entretient avec un phénomène qu'elle prétend réprouver et la formation de nouvelles tribus.

Notes de lecture

[Kiosque / Marque-pages]

Kiosque

Un réseau lent : le chemin de Compostelle

Philippe Jacques

Marcel Proust qualifiait l'église de la Madeleine, à Vézelay (Bourgogne), de « délicieuse mosquée chrétienne ». Elle arbore en effet, tout comme la cathédrale du Puy (Velay), des arcades bicolores qui évoquent la mosquée de Cordoue. Sur le tympan de l'abbatiale Sainte-Foy de Conques (Rouergue), un ange qui annonce le Jugement dernier porte sur sa robe une inscription en arabe : certains y ont lu « al-Youm », d'autres « al-Namd », « jour de grâce », ou « félicité ». Vézelay, Le Puy, Conques : ces monuments de l'art roman se trouvent pourtant en pleine France profonde, au cœur de la chrétienté occidentale. Mais ils sont situés sur le chemin de Compostelle.

On sait que, du Xe au XVIe siècles (et surtout du XIe au XIIIe s.), Saint-Jacques-de-Com-

postelle a attiré vers le nord-ouest de l'Espagne des pèlerins venus de toute l'Europe chrétienne. A travers la France, ce sont des pays très éloignés (îles Britanniques, Scandinavie, Pologne...) qui ont été ainsi rapprochés de la civilisation arabo-andalouse, laquelle rayonnait dans une péninsule ibérique où les frontières religieuses étaient fort peu étanches. Les routes de pèlerinage ont complété les routes commerciales comme voies de diffusion artistique et culturelle. Elles les ont parfois remplacées, car il y avait toujours des pèlerins, dont les motivations intimes n'étaient pas celles des marchands, pour essayer de passer lorsque ces derniers voyaient leurs espérances de profit anéanties par une guerre.

Les emprunts culturels sont souvent des phénomènes d'aller-retour : la construction de la mosquée de Cordoue, entreprise au VIIIe siècle, est elle-même une réutilisation de techniques et même de matériaux byzantins, donc indirectement gréco-romains. Mais cette réutilisation a été exceptionnellement audacieuse et novatrice, et c'est pourquoi Cordoue a été et reste une puissante source d'inspiration.

Par rapport aux systèmes pyramidaux ou centralisés, les systèmes organisés en réseau sont plus souples et sans doute plus résistants (voir dans ces pages l'un des articles consacrés à Al-Jazira). Et quand un réseau n'est pas le résultat d'une organisation consciente, sa longévité peut dépasser celle d'un projet politique, voire celle d'une civilisation. Ainsi, les formes inventées par des sociétés apparemment lointaines, et tout ce que ces formes comportent de tradition et de pensée, survivent longtemps aux aléas de l'histoire. Elles resurgissent quand on s'y attend le moins et continuent à nous surprendre et à nous interroger. ■



Cathédrale du Puy-en-Velay
Ph. Jacques

Marque-pages

Mort du roi Fahd : l'Espagne, seul pays européen à décréter un deuil national

Carole Lager

Le roi Fahd d'Arabie Saoudite est mort le 1er août, à l'âge de 84 ans, après avoir régné pendant plus de deux décennies. Tous les pays européens ont aussitôt rendu hommage à ce « Chef d'Etat ami et souverain respecté », pour reprendre les termes du Communiqué de la Présidence de la République française. Or, en Europe, l'Espagne s'est démarquée en décrétant une journée de deuil officiel. A Marbella, sur la Costa del Sol, où le roi Fahd possédait une résidence, le deuil officiel était même de trois jours et le roi a été déclaré, à titre posthume, fils adoptif de la ville.

Comme l'explique Christian Galloy, directeur de LatinReporters.com, lors d'une interview sur France Inter le 3 août dernier, cette déci-

sion reflète la place particulière que Madrid veut donner à sa politique arabe. Longtemps mise au banc des nations à cause de la dictature franquiste, l'Espagne a conservé une visibilité internationale via l'Amérique latine et via une politique d'amitié très poussée avec les pays arabes. En 1979 en effet, elle a été le premier pays occidental à recevoir officiellement le leader palestinien Yasser Arafat, et le dernier pays d'Europe à établir des relations diplomatiques avec Israël, en 1986. Et l'actuel ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, a été l'émissaire permanent de l'Union européenne au Proche-Orient.

Aujourd'hui frappée par le terrorisme islamiste, l'Espagne a proposé, à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2004, la formation d'une Alliance des civilisations, un mouvement destiné à combattre les di-

visions, les préjugés, les incompréhensions entre les cultures, notamment islamiques et occidentales, qui menacent de manière potentielle la paix dans le monde. L'idée a plu à Kofi Annan, qui vient de constituer un Comité des Sages. Une première réunion internationale aura lieu en novembre prochain dans l'archipel des Baléares; l'Alliance se dotera alors d'un secrétariat. Une belle initiative à suivre. ■



Point de vue

[A suivre...]

A suivre

Al-Jazira : la puissance des réseaux

Ghania Tinakicht

Doctorante à l'École de droit, sciences politiques et histoire de l'Université Robert Schuman (Strasbourg); sous le patronage du Centre universitaire d'études du journalisme (CUEJ), elle mène des recherches sur les stratégies d'information et de communication mises en œuvre par Al-Jazira



Al-Jazira est en train de mener une guerre commerciale et technologique pour s'imposer dans le paysage audiovisuel international. Et puisqu'en temps de guerre tous les coups sont permis et qu'une stratégie s'impose, celle d'Al-Jazira s'exerce sous forme de réseaux. Il y a d'abord le réseau du câble d'une part, avantageux pour ses abonnements payants, et celui du satellite d'autre part, hors d'atteinte des pressions politico-étatiques et des foudres de la censure. Ces réseaux permettent à la chaîne qatarie de déverser des informations de dernière minute 24 heures sur 24 partout dans le monde. L'établissement de ses programmes sous forme de peak time permanent et sa logique de rediffusion contribuent à lui attirer des téléspectateurs de plus en plus nombreux, ce que vient confirmer le lancement d'une version anglaise de la chaîne.



Le réseau le plus vital pour une chaîne d'information, ce sont ses journalistes

Quant à Internet, il n'a pas été considéré comme un accessoire mais comme un relais d'information autonome. Al-Jazira ne s'est pas trompée en misant sur le Web. Chaque jour, son site est l'un des plus visités du monde. Le réseau téléphonique a lui aussi été investi. Il s'agit d'envoyer en direct sur le téléphone portable des clients les dernières nouvelles sous forme de SMS. Très rent-

able, ce service permet de devancer les attentes des abonnés et surtout de les fidéliser à l'information estampillée Al-Jazira. Les médias et les politiques ont souvent montré du doigt le réseau financier de la chaîne Al-Jazira.

Al-Jazira est devenue un réseau d'information sans précédent et rien ne semble pouvoir arrêter son essor

De nombreuses rumeurs ont vu le jour : chaîne du Hamas, puis du Hezbollah, enfin chaîne financée par les Etats-Unis ou Israël. Si l'on s'en tient à la version officielle, il s'agit d'une aide financière versée par l'Etat du Qatar. On n'en saura pas plus. Tel est l'avantage et aussi l'inconvénient d'un réseau : difficile à dénouer et à démanteler. Dans le cas d'Al-Jazira, cela lui permet de se préserver de toute attaque destinée à mettre en péril ses véritables sources de financement. Mais le réseau le plus vital pour une chaîne d'information, ce sont ses journalistes. En effet, les bureaux d'Al-Jazira sont présents dans plus de 35 capitales. Les correspondants reliés à la station sont à tout moment prêts à prendre l'antenne en direct et ainsi à être en prise sur l'événement.

Toutefois, ce qui fait réellement la différence, c'est le réseau personnel de chaque journaliste. Le carnet d'adresses est un atout non négligeable et qui a déjà fait ses preuves. Ce réseau-là semble parfois être devenu trop performant : il arrive qu'Al-Jazira soit perçue comme une simple boîte postale où sont envoyées les fameuses vidéos des différents groupes terroristes.

Quoiqu'il en soit, Al-Jazira est devenue un réseau d'information sans précédent et rien ne semble pouvoir arrêter son essor : le site qui la pirate, les pressions politiques qui visent à la faire disparaître, les chaînes concurrentes qui tentent de débaucher ses journalistes, la fermeture de ses bureaux. Rien n'y fait : telle le phénix, Al-Jazira renaît sans cesse de ses cendres. ■

Prochainement dans la Lettre du CERMAM

Une nouvelle constitution pour l'Irak

CNBC, la démocratie par la bourse Spécial EuroMed II

Démocratie dans les pays du Golfe: mythe ou réalité

Pour recevoir nos publications ou vous abonner à cette lettre, prière de nous écrire: publications@cermam.org

L'actualité continue sur www.cermam.org

La Lettre du CERMAM

Directrice de la publication

Victoria Curzon Price

Directeur de la rédaction

Hasni Abidi

Secrétaire de rédaction

Carole Lager

Collaborateurs

Faisal Abbas

Halla Al Najjar

Samiha Aloui

Abdelaziz Al Sager

Ali Ansari

Ali Benouari

Salima Djebbari

Philippe Jacques

Stéphane Lacroix

Chiara Sulmoni

Crédits photos

Nicolas de Lavergne

Graphisme et mise en page

mariocuddeDesign

Impression

Imprimerie des Bergues, Carouge

ISSN 1661-3538